

JOURNAL POLITIQUE

LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

1958 - 1981

MICHEL WINOCK

JOURNAL POLITIQUE

LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

1958 - 1981



éditions

THIERRY MARCHAISSE



© 2015 Éditions Thierry Marchaisse

Conception visuelle : Denis Couchaux

Mise en page intérieure : Anne Fragonard-Le Guen

Éditions Thierry Marchaisse

221 rue Diderot, 94300 Vincennes

www.editions-marchaisse.fr

Diffusion-Distribution : Harmonia Mundi

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage sent le grenier, les vieilles hardes et le papier jauni. Le Journal qui suit reproduit les carnets que j'avais commencé à écrire à la fin de mes études secondaires, vers le milieu des années cinquante. J'y ai déjà puisé les matériaux d'un ouvrage, *La République se meurt*, portant sur les années dramatiques 1956-1958. Mais cet exercice d'« ego-histoire » restait un « vingt ans après » qui n'échappait pas à la critique du genre mémorial : une reconstruction du passé. Cette fois, j'ai voulu livrer des notes telles qu'elles ont été rédigées à leur époque. Je n'ai pas désiré les modifier, ni même les commenter en fonction d'aujourd'hui, mais les laisser dans leur jet d'origine, même si, à les relire, je peux éprouver parfois des regrets ou, ce qui me paraît plus intéressant, un sentiment d'étrangeté. Le travail du temps a fait son œuvre, mais là où celui-ci réinterprète le souvenir chez le mémorialiste, il offre ici le moyen de l'éprouver : les situations, le vocabulaire, les formes de la sensibilité, bref tout ce qui fait « l'air du temps », sont donnés à l'état brut.

On a pu entendre naguère l'excellent Patrick Modiano dire, lors de son discours de réception du prix Nobel, devant l'Académie suédoise : « J'ai l'impression qu'aujourd'hui la mémoire est beaucoup moins sûre d'elle-même et qu'elle doit lutter sans cesse contre l'amnésie et contre l'oubli. » Cet « aujourd'hui » m'a paru douteux, car une telle fragilité n'est-elle pas de tous les temps ? La pré-

cision de la mémoire peut varier selon les individus, elle n'en est pas moins toujours suspecte. C'est une machine qui restitue mais aussi démolit et reconstruit le passé. Processus inconscient, elle s'efforce de redonner à chaque être une cohérence entre ce qu'il fut et ce qu'il est, usant de l'oubli, de l'approximation, voire de l'invention. Voilà pourquoi les historiens se défient des Mémoires des acteurs politiques : la vérité n'est pas leur finalité. On les lit avant tout quand ils sont une œuvre littéraire. Les plus célèbres d'entre eux, les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, valent pour le style, l'art de conter, de peindre et de décrire, plus que pour l'assurance du témoignage.

Inversement, le journal intime, écrit au jour le jour, porte la marque de l'authenticité, à la condition, évidemment, que le diariste ne l'ait pas corrigé ou réécrit avant publication. De ce point de vue, les journaux intimes les plus sûrs sont posthumes. À mes yeux, l'un des meilleurs exemples en est le *Journal* de Roger Martin du Gard, dont les trois volumes ont été publiés une vingtaine d'années après la mort de l'auteur, selon sa propre volonté. Pour les autres, le lecteur doit faire confiance à la loyauté de l'auteur toujours vivant, mais la « couleur temporelle », comme on dit de la couleur locale, reste plus certifiée que dans les Mémoires écrits longtemps après les faits rapportés.

D'accord avec mon éditeur et ami Thierry Marchaisse, à qui revient l'idée de cette publication, je présente ici les notes de mes carnets qui furent rédigés entre les premiers jours de la V^e République, en 1958, et 1981, la première alternance, consécutive à la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Un cycle se terminait ; la république gaullienne était finie.

Ce sont des notes quotidiennes, rédigées en fin de journée, mais parfois espacées de plusieurs jours ou de plusieurs mois. Ces lacunes s'expliquent souvent par le manque de temps, mais parfois aussi par un « à quoi bon ? » récurrent. À l'origine de cette habitude scripturaire, j'ai suivi l'exemple de mon frère, Marcel. De seize ans mon aîné, il avait laissé à sa mort, en octobre 1944,

plusieurs cahiers d'un journal qu'il avait entrepris juste avant la déclaration de guerre en 1939. Ces éphémérides d'un écrivain en herbe m'ont permis d'écrire *Jeanne et les siens*, son histoire et celle de ma famille. Marcel m'avait donné un exemple que j'ai imité.

Autre chose sans doute inspire celui qui veut marquer de son empreinte le temps qui passe, une certaine forme d'angoisse à voir défiler les jours à jamais perdus. Tenir un journal est un acte conservateur destiné à sauver des bribes de vie contre le rouleau compresseur de la durée, un combat désespéré contre le temps, une façon de ne pas éparpiller sa vie comme on jette les cendres d'un défunt à la mer. À vrai dire, ces carnets, je les ai rarement relus. Mais quand il m'arrivait de les ouvrir à telle ou telle page, la surprise était souvent au rendez-vous, soit que l'oubli avait exercé sa fonction d'éponge, soit que je ne me reconnaissais pas vraiment dans tel propos écrit ou que les sujets de préoccupation de jadis étaient aujourd'hui fossilisés. On devient ainsi son propre ethnologue.

C'est surtout de politique que je parle. Parmi les choses qui me frappent aujourd'hui en me relisant, c'est l'importance qu'avaient dans notre vie politique et intellectuelle le parti communiste et le communisme en général. Sans le PCF, il n'y avait pas d'union de la gauche, mais s'allier à lui, c'était accepter de faire cause commune avec une idéologie et un système politique inacceptables pour ceux qui espéraient pouvoir construire un socialisme de la liberté, un socialisme démocratique, tel celui que les chars soviétiques avaient écrasé en 1956, en Hongrie, et en Tchécoslovaquie, en 1968. L'union de la gauche réalisée, il s'agissait de savoir à quelle tendance elle allait profiter, ce qui n'était pas joué au départ, en 1972, vu le rapport des forces entre les communistes et les autres. Les années soixante-dix furent marquées par le renversement de ce rapport de forces au bénéfice du parti socialiste. Bien des facteurs y ont concouru, que je tente d'évaluer dans mes notes, mais le plus important dans la sphère intellectuelle aura été le mouvement des dissidents, ainsi qu'on appelait les intellec-

tuels critiques du régime soviétique, dont Alexandre Soljenitsyne et Andreï Sakharov furent les héros célèbres. Curieusement, un double mouvement se dessinait à gauche : l'union politique avec les communistes et la critique de plus en plus ample et approfondie d'un système totalitaire qui discréditait ses adeptes. On trouvera ici les échos de cette contradiction.

La contradiction est sans doute le propre de la vie politique, changeant de nature selon les moments. Je n'ai cessé de la porter en moi, comme on verra. Formé aux idéaux de la gauche anticolonialiste par la guerre d'Algérie, j'ai milité dans les petites formations qui devaient former en 1960 le Parti socialiste unifié (PSU). Après la fin de cette guerre, j'ai continué dans le même sillage, où le refus de la monocratie gaullienne s'alliait à l'idéal d'un socialisme démocratique. J'éprouvais cependant beaucoup de scepticisme sur les programmes révolutionnaires, la transition vers le socialisme, l'édification d'une société réconciliée après la lutte finale. Lever le poing et chanter l'*Internationale* me paraissaient d'un autre âge. D'un autre côté, je détestais ce que l'on a commencé à appeler au milieu des années soixante la « société de consommation », le pouvoir des puissants, l'oligarchie des affairistes et des politiciens.

Une autre contradiction est visible dans ces pages, celle de mes considérations sur le général de Gaulle. J'avais jugé déshonorant l'effondrement des politiques de la IV^e République, incapables de résister au chantage de l'armée. Cependant, ma carrière de citoyen (le vote était alors à 21 ans) avait débuté par un « non » à la nouvelle Constitution ; je m'insurgeais contre un régime autoritaire dont le président détenait tous les pouvoirs... En même temps, je devais en convenir : la gauche avait été impuissante face au problème algérien, et c'est de Gaulle qui, péniblement certes, douloureusement certes, mais c'est tout de même de Gaulle qui y mit fin. Et que dire de sa politique extérieure qui libérait la France de sa gouvernante américaine ! Le discours de Phnom Penh en 1966, alors que les Américains bombardaient le Vietnam, nous en parut

le plus éclatant symbole. Partout où il se rendait, en Amérique latine comme en Asie, le Général, chantre de l'indépendance des peuples, était acclamé : comment ne pas y être sensible ?

Ces notes ne se bornent pas à la vie politique *stricto sensu*. J'ai cru devoir garder, notamment, celles qui ont trait aux éditions du Seuil, où j'ai commencé à diriger une collection d'histoire à la fin de 1969. Certains détails relèvent de la petite histoire de l'édition, mais pas seulement, car le Seuil faisait partie de ces maisons pleinement insérées dans la vie politique générale. Qu'il s'agisse de la guerre d'Algérie ou du mouvement des dissidents russes, le Seuil, de Francis Jeanson à Alexandre Soljenitsyne, n'était pas neutre. Le « 27 rue Jacob » connaissait alors un âge d'or. Il me permit de participer au lancement de la revue-magazine *L'Histoire* qui, au moment où j'écrivis ces mots, trente-sept ans plus tard, vit toujours.

En définitive, c'est bien en historien que j'ai accepté de publier ce Journal, où s'enchevêtrent la vie politique, la vie universitaire (Vincennes), la vie éditoriale et la vie personnelle (un peu), comme un reflet des débats et des contradictions de ces années si proches encore dans le temps et si éloignées dans nos esprits. La subjectivité y préside à coup sûr. Il s'agit d'un regard parmi des millions d'autres. Sur ces années-là, on peut imaginer ou on a déjà pris connaissance de vues différentes, éloignées et opposées. Invité en 1983 à produire une émission de radio quotidienne sur France Inter, l'idée m'était venue de lire et de commenter des journaux intimes. J'avais intitulé cette émission *Le Passé singulier*, dans l'espoir que des bouquets successifs de singularités feraient sentir une atmosphère commune, le « grain » d'une époque. J'ose ainsi espérer que ces carnets pourront, dans leur modeste singularité, contribuer à servir notre histoire collective.

Dimanche 2 mars. — Les socialistes qui nous gouvernent ne varient pas. Robert Lacoste, ministre résidant en Algérie, réduit à l'état d'andouille par l'état-major, déclare : « notre optimisme est justifié » ; ce soir, les journaux nous ramènent au réel : « 30 000 hommes nouveaux pour l'Algérie .»

Qui résiste à cette guerre, que Guy Mollet flétrissait naguère et qu'il assume aujourd'hui aveuglément ? Ce sera l'honneur des intellectuels, de certains d'entre eux en tout cas. Vient de paraître *La Question algérienne*, ouvrage collectif de Jean Dresch, Charles-André Julien, Henri Marrou, Alfred Sauvy et Pierre Stibbe. Marrou, mon professeur d'histoire ancienne à la Sorbonne, écrit notamment : « Il faudrait surtout qu'on cesse d'associer les mots de décadence ou d'abandon à l'émancipation des peuples colonisés. Comment ne pas voir au contraire que celle-ci consacre en un sens la réussite même de la mission que nous nous étions donnée, et constitue sa justification. »

Jeudi 6 mars. — Nouvelle saisie de *France Observateur*, saisie de l'hebdomadaire communiste *France nouvelle*, saisie de *L'Express*, 68^e saisie de *Témoignage chrétien* en Algérie. Commentaire de Charles-André Julien : « Il est incontestable que la monarchie de Juillet et le Second Empire laissèrent aux écrivains qui critiquaient la guerre d'Algérie une liberté qui paraîtrait séditeuse aux autorités de la IV^e République. »

Samedi 15 mars. — Rien n'est plus désespérant que cette apathie de l'opinion. Faudra-t-il un coup de force fasciste pour la réveiller ? La manifestation des flics devant le Palais-Bourbon jeudi dernier démontre la déliquescence d'un appareil d'État complètement gangrené par le conflit algérien.

Mercredi 19 mars. — Anniversaire : 21 ans ! Me voilà majeur et citoyen à part entière.

Nous avons aujourd'hui, à la section des lettres de l'UGS (Union de la gauche socialiste¹), un débat très animé au sujet de l'élection partielle dans le 2^e secteur de la Seine : devra-t-on se désister au second tour pour le candidat communiste s'il est le candidat de la gauche le mieux placé ? Certains préconisent le retrait pur et simple, mais finalement le principe du désistement est voté par les deux tiers de la section. Je n'ai jamais tant ressenti comme ce soir à quel point la vérité ne se distinguait parfois de l'erreur que de l'épaisseur d'un cheveu. Vingt arguments, aussi solides les uns que les autres, s'exerçaient en faveur des deux options ; la discussion en était passionnée, houleuse à certains moments, incertaine jusqu'au bout, mais il n'y eut aucune abstention au vote final.

Dimanche 30 mars. — Nouvelle lecture accablante : *La Question* d'Henri Alleg, qui a été évidemment saisi. Nous vivons sous le régime de la censure comme pendant la guerre mondiale, mais, officiellement, nous ne sommes pas en guerre : nous continuons une entreprise de « pacification ».

Vendredi 4 avril. — Vu hier soir *Ubu roi*, suivi d'*Ubu enchaîné*, au TNP. Magnifique Georges Wilson. Jarry est de plus en plus d'actualité.

¹ Pour faciliter la lecture, certains sigles ont été développés à leur première occurrence. Une table récapitulative des sigles de partis, syndicats, groupes politiques et sociaux se trouve en fin de volume. Toutes les notes sont de l'éditeur.

Georges Suffert, dans *Témoignage chrétien*, reproche à l'UGS son désistement en faveur du candidat communiste dans le second secteur de la Seine. La répression de la révolte hongroise par les chars soviétiques, suivie de l'approbation du PCF, devrait nous interdire à jamais de voter communiste selon lui, fût-ce lors d'un second tour d'élection partielle, alors que le candidat de droite est un fourrier de guerre, défenseur de la torture, colonialiste à tous crins. Suffert devrait comprendre qu'il existe en politique une casuistique, comme en religion : le jansénisme qui inspire l'abstention œuvre pour la victoire finale du principal adversaire. Voter n'est pas un acte métaphysique, c'est peser le moindre mal dans une conjoncture donnée. Tout comme en politique internationale.

Samedi 5 avril. — Jean-Louis, catholique pur sucre, est allé se confesser rue de Grenelle à un prêtre inconnu. Il me narre son désappointement. Un vieux bonhomme à barbe blanche lui pose cette question gravissime : « Avez-vous mangé de la viande le vendredi ? » Jean-Louis, abasourdi : « Oui, non, je ne sais plus... c'est-à-dire que je mange au restaurant universitaire et... » L'autre : « Avez-vous vu de mauvais films ? » Le camarade est de plus en plus ahuri. Qu'est-ce qu'un mauvais film ? Oui, il lui est arrivé de voir quelques navets, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, sans doute. Le religieux veut probablement dire : des films olé olé. « Non », lui réplique Jean-Louis, fermement. « Avez-vous blasphémé, juré ? » Là, il n'en pouvait plus. Il paraît que les confesseurs sont des « techniciens de la vie de l'âme ».

Jeudi 10 avril. — La lecture du courrier des lecteurs de *Paris Match* est un moment d'extase qui eût empli Flaubert de joie : la bêtise s'y exprime, s'y vautre, s'y complaît avec cette certitude qui éblouit l'amateur. J'aimerais en faire une anthologie. « Le problème de la bêtise, écrit Montherlant, est peut-être le plus insondable de tous. On a rêvé des édens où les hommes seraient tous heureux, des édens où ils seraient tous bons. On n'a jamais rêvé

d'édens où ils seraient tous intelligents : cela n'est pas même rêvable. »

Les modestes :

« Les quatre écrivains français qui ont à l'étranger l'audience la plus étendue, Giono, Bernanos, Montherlant et moi-même, sont liés tous les quatre à ce qu'on peut appeler la tradition héroïque de la France, sa tradition cornélienne. » (André Malraux, *Labyrinthe*, novembre 1944)

« Du temps de M. Vaudoier, la Comédie française a monté de grandes œuvres : *La Reine morte, le Soulier de satin...* » (Paul Claudel, *Combat*, 28 mars 1947).

Mardi 15 avril. — L'ami Lesourd a obtenu des cartes d'entrée pour la séance extraordinaire de l'Assemblée. Hélas ! au moment d'entrer, un huissier m'en empêche parce que je ne porte pas de cravate ! Nous voilà partis en quête d'un marchand de cravates, sans succès. C'est finalement un patron de bistrot qui m'en prête une. Retour dare-dare à l'Assemblée. Mais, entre-temps, toutes les places ont été prises. Sommes obligés de patienter pendant deux heures et demie, pour enfin nous asseoir à une tribune. Un député poujadiste est en train de balbutier dans le chauvinisme. Arrive alors Jacques Soustelle, emplis de rage. Il vitupère Bourguiba, les États-Unis, le président du Conseil Gaillard, et réclame une nouvelle fois que l'on bâillonne le « défaitisme » en France. Jacques Soustelle ne donnera donc pas sa confiance à M. Gaillard, il ne se prêtera pas à un « nouvel abandon ». Drôle d'animal que ce Soustelle, ancien dirigeant du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes devenu un des plus furibonds matamores de l'Algérie française. Mais que dire de cette majorité qui a cessé de l'être, faite de socialos mollassons, de droitiers égarés, de radicaux paumés, et de leur chef, ce jeune Gaillard qui y perd ses pas ?

Mercredi 16 avril. — Gaillard est renversé. À faire une politique de droite, on trouve toujours plus à droite que soi. Soustelle a gagné. Mais quoi, au juste ?

Pioche Marx, le *Manifeste* et autres textes. C'est puissant, mais obsolète. Comment admettre l'affirmation de la paupérisation absolue aujourd'hui? « Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistances nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. » La France est devenue une nation de petits-bourgeois, cette classe qui devait précisément disparaître selon le grand Karl.

Dimanche 20 avril. — Les Américains s'inquiètent de notre crise politique; officieusement, ils demandent à nos responsables de négocier avec le FLN. Indignation des braves Français; « étonnement de leur part », comme disent leurs journaux: le FLN n'est-il pas le fourrier du communisme? Les Américains sont-ils devenus fous! Nous pouvions jadis faire de jolies guerres coloniales en Asie du Sud-Est avec la bénédiction et les dollars américains, et ils nous empêchent aujourd'hui de pacifier en paix!

Dimanche 27 avril. — La passivité des ouvriers face à la guerre d'Algérie accable le marxiste de base, qui tempête contre leurs réfrigérateurs et leurs automobiles. Embourgeoisés, les prolos! Marx ne l'avait pas prévu. L'Algérie sera un jour indépendante, et elle l'aura été, non pas grâce au combat de la « classe ouvrière », non pas grâce à la lutte d'une gauche unanimement anticolonialiste, mais grâce à la ténacité des « rebelles » algériens. Quant aux individus qui soutiennent cette guerre, ils reprochent au gouvernement de ne pas « mettre le paquet » pour en finir. Le « paquet »! Ces imbéciles paraissent ignorer qu'il y a 400 000 soldats français en Algérie et que près de 800 milliards par an sont consacrés à cette « opération de police ». Depuis Guy Mollet, on a quotidiennement infligé aux Français un lavage de cerveau, et ce n'est pas demain que la « classe ouvrière » sauvera la France.

Lundi 28 avril. — Déjeuné au restau universitaire Mabillon avec toute la bande de copains. Folklore pas mort: une troupe d'agités sur le trottoir d'en face scande le slogan libérateur: « Lop au

pouvoir! », en entourant joyeusement le joyeux illuminé qui use ses semelles depuis l'avant-guerre au Quartier latin. Des contre-manifestants tout aussi farceurs répliquent : « À bas la dictature ! »

Mercredi 30 avril. — Cour de la Sorbonne, discussions au soleil. Arrivée de François, flanqué d'un type un chapeau enfoncé jusqu'aux sourcils. Présentation, il s'appelle Djebhour, candidat aux dernières élections de Paris, une célébrité. Le gars voudrait que tous les Français qui souhaitent ou acceptent l'indépendance de l'Algérie reçoivent illico « douze balles dans la peau ». François ponctue les condamnations proférées par son ami par des appels au meurtre contre les « défaitistes ». Je lui conseille ingénument de lire les articles que Beuve-Méry publie en ce moment dans *Le Monde*. Il s'étrangle : « Ce salaud... ce maquereau [*sic*]... » Avant de nous quitter, François me dit de son compagnon : « Ça, c'est un mec! Condamné à mort par le FLN et le MNA, il risque de se faire descendre toutes les cinq minutes. Tel que tu le vois, il a son pétard dans sa poche. Dis donc, vous voudriez bien avoir des mecs comme ça à l'UGS ! »

Samedi 10 mai. — Monsieur Prudhomme m'a averti : « Je vous le dis : cette crise est critique. Nous n'en sortirons pas, tant que nous n'aurons pas un homme à poigne. Mais, aujourd'hui, il n'y a plus d'hommes. Où est le nouveau Clemenceau, dites-moi, où est-il, où se cache-t-il? Certains disent : c'est Lacoste! Quelle farce! Vous le voyez bien : Lacoste va quitter Alger, obéissant à Guy Mollet... Les Français se complaisent dans l'anarchie, c'est la trique qu'il leur faut, la trique ! »

... Et le printemps en fleurs brille sur ses pantoufles

Dimanche 11 mai. — Pierre Pffimlin, leader du MRP (Mouvement républicain populaire), a été pressenti comme président du Conseil. Au départ, préjugé favorable : ne dit-on pas qu'il a des idées « libérales » sur l'Algérie? Hélas! le voici qui déclare aujourd'hui : « Comme tout le peuple français, nous vou-

lons la paix. Mais cette paix ne peut être que le couronnement de la victoire. » S'enfoncer dans la guerre au nom de la paix, tous ces politiciens s'imaginent imiter Clemenceau en 1917, sans rien comprendre à ce que Machiavel eût appelé la « nécessité » – celle de la décolonisation.

Mercredi 14 mai. — Monsieur Prudhomme tient enfin son homme fort. Il s'appelle de surcroît Massu : un vrai programme ! Un général aux allures de capitaine, qui s'est illustré pendant la « bataille d'Alger » l'année dernière. Le voici à la tête d'un « Comité de salut public » qui a pris le pouvoir à Alger hier, à la suite d'une manifestation tournée en insurrection sous les yeux approbatifs des paras. Les meneurs de l'Algérie française ne voulaient pas de Pflimlin ; ils ont crié : « L'armée au pouvoir ! » et ils l'y ont finalement mise – à Alger du moins. Arrogance du Massu qui expédie ce poulet à Coty, président de la République : « Vous rendons compte création Comité de salut public civil et militaire à Alger, sous ma présidence, moi, général Massu, en raison gravité situation et nécessité absolue maintien ordre, et ce pour éviter toute effusion de sang, exigeons création à Paris d'un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la métropole. »

Cet événement ne me déplait pas trop. Il est de ceux qui, par leur outrance, peuvent provoquer un déblocage de la situation. L'opinion et les politiques vont peut-être finir par admettre que cette guerre d'Algérie menace gravement la paix publique, en métropole même, et qu'il faut en finir. Un nouveau Front populaire pourrait se former face au « fascisme ». Si c'est l'armée qui finit par imposer sa « solution » (« l'armée au pouvoir »), on n' imagine pas qu'un putsch puisse s'imposer durablement aux Français. Vaille que vaille il faudra repenser l'Algérie autrement qu'à travers la guerre.

Jeudi 15 mai. — « De Gaulle au pouvoir ! » Les généraux félons, Massu et Salan en tête, ont paru désorientés au lendemain de la

fiesta euphorique du 13 mai. Aussi toutes ces têtes galonnées en appellent au grand homme. Enfermé depuis des années dans un silence méprisant, le Sphinx sort de son mutisme. De Gaulle se dit « prêt à assumer la direction de la République », sans prononcer le moindre mot sur la rébellion d'Alger. Un nouveau souffle pour elle.

Vendredi 16 mai. — Nous discutons à n'en plus finir dans la cour de la Sorbonne. Les étudiants communistes prennent à partie des trotskistes qui distribuent un tract appelant la classe ouvrière à s'unir à l'écart de tous les partis, aussi méprisables les uns que les autres. Il faut bien dire que le trotskisme, depuis qu'il existe, s'est spécialisé dans les numéros de prestidigitation. Les étudiants UGS s'interposent ; selon le mot de notre camarade Sender : « Nous attaquons les trotskistes idéologiquement, mais nous les défendons et défendrons physiquement. »

Fièvre ce soir. Des mots d'ordre circulent, alarmistes : « Tenez-vous en liaison étroite avec les partis de votre quartier ; il se peut que le Parlement soit attaqué. » Les magasins sont vidés, la crainte de manquer : l'huile, le café, le sucre... tout s'en va vers les garde-manger des ventres apeurés.

Avec toute cette agitation, à toute heure mobilisé, je prends le parti de renoncer à passer l'un de mes deux certificats d'histoire, faute d'avoir le temps de réviser. Depuis la rentrée, j'ai lâché ma licence de lettres modernes en faveur de l'histoire. Je n'avais jamais eu au lycée la moindre passion pour cette discipline, qui m'apparaissait comme une succession de dates à apprendre. La déception venue de l'enseignement littéraire à la Sorbonne et, à l'opposé, la découverte de l'histoire en amphithéâtre, grâce à Ernest Labrousse, Pierre Renouvin, Roland Mousnier, Louis Girard et autres m'ont convaincu. D'autant que Raoul Girardet, assistant de Renouvin, auquel je m'adressais pour lui faire signer mon titre de bourse, m'avait fait remarquer l'absence d'agrégation de lettres modernes : « Vous vous enfoncez dans une impasse ! » L'agrégation, mon Dieu ! je n'y pensais pas. Mais à y réfléchir,

c'était une raison supplémentaire pour entrer en licence d'histoire. Détenant déjà le certificat d'histoire moderne et contemporaine, je me suis donc inscrit cette année aux certificats d'histoire ancienne et d'histoire médiévale. Mais pour cette session, je vais me contenter de passer en médiévale, remettant à l'automne l'examen d'ancienne.

Samedi 5 juillet. — Suis reçu à mon certificat d'histoire du Moyen Âge avec mention assez bien. Jusqu'au 1^{er} juin, j'ai été plus souvent dans la rue que devant ma table de travail¹. Je passe désormais mon temps aux formalités de mon départ pour l'Espagne (passeport, visa). Michel Sarre nous a convaincus, les amis et moi, d'aller passer un mois à Benidorm, un petit village de pêcheurs, où il a des relations et où nous pourrions être hébergés. Michel et Maurice Saint-Germain partiront les premiers pour préparer l'accueil ; je dois faire le voyage sur le scooter de Robert, derrière lui, ça va nous prendre quelques jours.

Dimanche 20 juillet. — Depuis deux jours à Benidorm. Le voyage à scooter a duré une huitaine. Il est vrai que nous n'avons pas pris le chemin le plus direct ; nous avons organisé nos étapes en fonction d'une hospitalité possible. Nous avons passé la première soirée dans le Limousin, à Pierre-Buffière, où nous avons été reçus par la famille de Michel ; la deuxième étape fut Castillon-la-Bataille, chez des parents de Robert ; ensuite Béziers, chez un de mes oncles et tantes, un itinéraire en zigzag qui nous a amenés vaille que vaille à la frontière... De l'autre côté des Pyrénées, après une nuit à la belle étoile, nous sommes tombés en panne sèche. Nous avons d'abord poussé le scooter, mais c'était le désert. Nous avons continué à pied en laissant l'engin sur le bord de la route, jusqu'à un village où nous avons pu emplir un bidon d'essence. C'est alors qu'a éclaté un orage violent, qui nous a poussés sous

¹ Voir Michel Winock, *La République se meurt*, Folio-Histoire, et notamment le dernier chapitre : « Le retour du Général », où il relate les faits du printemps 1958.

le hangar d'un paysan. L'Espagnol nous a abordés ; il parlait couramment le français car il avait travaillé comme docker en France. « Avant-hier, nous dit-il, j'ai fêté le 14 Juillet ; j'ai bu un cognac et j'ai fumé un cigare. J'ai tenu à célébrer la République ! » Il nous a offert un verre d'alcool pour trinquer de nouveau, en attendant que l'orage passe, et que nous puissions regagner le scooter et le remettre en marche. La route était glissante, nous avons dérapé. Le genou de Robert s'est mis à enfler, tant qu'il ne pouvait plus appuyer sur la pédale de démarrage. J'ai dû m'en charger avant de remonter en courant sur le Lambretta remis en marche. Nous avons trouvé un pharmacien qui a fait un bandage au genou de mon pilote. Quand nous sommes arrivés ici au septième jour, Maurice et Michel nous ont à peine reconnus : nous étions cuits et rouges comme des Indiens. Sept jours de route en plein vent nous avaient brûlé la face.

Mardi 22 juillet. — Nous sommes six, Michel, Maurice, Jacques, Robert, Jean et moi, la bande est réunie. Nous parlons peu de politique, la plage est magnifique, nous paressons, déconnons, dégustons de somptueuses paellas et écoutons notre hôte, le docteur B., fier républicain, nous parler de Franco et de son régime. Sa femme va à la messe le dimanche uniquement à cause de la surveillance.

Maurice m'accompagne aujourd'hui à Valence, où je dois récupérer ma valise que j'ai expédiée par le train. Il parle couramment l'espagnol et va me servir d'interprète à la gare. Mais ladite valise, expédiée le 11 juillet de Paris, n'est toujours pas arrivée. Du moins, nous avons le temps de visiter Valence, troisième ville d'Espagne, sa cathédrale baroque, ses tours gothiques, etc. Sans valise, je me résigne à acheter quelques vêtements, un pantalon de toile, une chemisette, le tout à un prix dérisoire. Sous le soleil permanent, les besoins vestimentaires sont faibles. Je regrette surtout de n'avoir pas récupéré mon dictionnaire Gaffiot, car je comptais faire du latin en prévision de l'examen d'histoire ancienne à passer en octobre. Je vais m'échiner sur le *Pro Milone* de Cicéron que j'avais emporté avec quelques autres livres sur le scooter.